

Eugène Pascal Parfait NKILI MBIDA

Magistrat, Arbitre, Formateur, Enseignant

✉ dipasquale92@ymail.com 📞 (+33) 7 58 57 82 84 🏠 1 Allée des Sorbiers, 93140 Bondy 🏳️🇸🇩 Homme

🇨🇲 Cameroun 🌐 [linkedin.com/in/dr-eugène-nkili-74a1441a6](https://www.linkedin.com/in/dr-eugène-nkili-74a1441a6)

Magistrat doté d'une expérience professionnelle cumulée de dix (10) ans dans les juridictions anglophone (Nord-Ouest) et francophone (Littoral), qui du reste est la plus importante d'Afrique centrale et des Grands Lacs.

Arbitre agréé à la Cour d'Arbitrage des Comores (CACOM).

Docteur en Droit public et Juriste de haut niveau, apte à interagir avec d'autres professionnels du Droit et des sciences sociales sur des questions de Droit substantiel et processuel.

Enseignant, Chercheur et Formateur dans les Universités et Grandes Ecoles.

Président de la Société Africaine de Droit Communautaire (SADC).

Formation

de janv. 2024 à avr. 2024

■ Certificat d'Arbitre international (Mention Très Bien)

Collège de Paris/Ascencia Business School, Paris

- Maîtrise de la terminologie et des principes fondamentaux de l'arbitrage.
- Maîtrise du cadre juridique et judiciaire de l'arbitrage.
- Identification des enjeux, des avantages et des objectifs de l'arbitrage.
- Maîtrise du cadre éthique et déontologique de l'arbitrage.
- Maîtrise du processus de l'arbitrage.
- Capacité à présider ou à être membre d'un tribunal arbitral.
- Participation à une instance arbitrale.
- Fonctionnement d'un centre d'arbitrage, Arbitrage et Droit du sport, Arbitrage et Droit de la concurrence, Arbitrage et Droit Comparé, L'arbitrage dans les pays musulmans, l'arbitrage en pays de *Common Law*.

de juin 2020 à févr. 2024

■ Doctorat Ph.D en Droit Public (Mention Très honorable)

Université de Yaoundé II, Yaoundé-Soa

Thème: **La juridictionnalisation du Droit communautaire en Afrique centrale et orientale: cas de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).**

- Etude comparative des ordres juridictionnels institués dans les Communautés d'Afrique centrale et orientale.
- Recherches sur le rôle des Juges communautaires et nationaux dans l'édification d'un Droit communautaire.
- Analyse de la participation des juridictions à la réalisation de l'intégration sous régionale.
- Identification des enjeux et défis de l'intégration sous régionale.
- Mise en relief d'une perspective de fertilisation croisée des familles juridiques *civil law* et *common law* auxquelles appartiennent les communautés étudiées (CEMAC et CAE).
- Compétences de Droit communautaire, Droit international public, Droit des investissements internationaux, Droit international économique, Droit de l'intégration économique, Droit administratif, Droit public des affaires, Droit de la Mer, Droit de l'OMC, Droit des

J'accepte que mes données personnelles soient traitées dans le cadre du processus de recrutement pour l'emploi auquel je postule.

- Droits de l'Homme et Libertés Publiques, Droit du travail, Droit des mines, des hydrocarbures et des ressources naturelles, Marchés publics nationaux et internationaux, Contrats de Partenariat Public-Privé...
- de nov. 2013 à déc. 2016**

Master en Droit international et communautaire (Mention Très Bien avec félicitations du jury)
Université de Yaoundé II, Yaoundé-Soa
Thème: **Droit international et Droit communautaire: étude à partir des ordres juridiques CEMAC et CEDEAO.**
 - Rapports de systèmes entre le Droit international et le Droit communautaire.
 - Comparaison des ordres juridiques CEMAC et CEDEAO.
- de 2014 à 2016**

Diplôme de Magistrat
Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, Yaoundé - Cameroun
- de juin 2015 à juil. 2015**

Normes internationales du travail pour juges, juristes et professeurs de Droit
Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail, Turin, Italie
 - Faire usage des connaissances permettant en tant que professionnel du Droit, de mobiliser le Droit international du travail dans la pratique nationale.
 - Comprendre de manière approfondie les instruments qui composent le système des Normes Internationales du Travail (NIT) et les mécanismes de contrôle de leur application.
 - Utiliser les analyses et commentaires des organes de contrôle de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
 - Déterminer quand et comment les juges et juristes nationaux peuvent utiliser des sources de Droit international dans la résolution des litiges en matière de travail.
 - Identifier et utiliser les NIT relatives à des domaines essentiels tels que la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, la non-discrimination dans l'emploi et la profession, le travail forcé, le travail des enfants, la sécurité et santé au travail, le licenciement.
- oct. 2014**

Brevet de la Préparation Militaire Supérieure (Mention assez-bien)
Centre d'Instruction du Bataillon des Troupes Aéroportées de Koutaba, Koutaba-Cameroun
 - Apprentissage des valeurs de discipline, de patriotisme, de dépassement de soi et de solidarité.
 - Maîtrise des techniques militaires.
 - Maniement des armes.
 - Réserve militaire mobilisable en cas de nécessité.
- de oct. 2008 à août 2011**

Licence en Droit et Administration Publique
Université de Yaoundé II, Yaoundé-Soa
 - Droit constitutionnel;
 - Droit et contentieux administratifs;
 - Droit de la personne et de la nationalité;
 - Droit des obligations;
 - Finances Publiques;
 - Droit et contentieux fiscaux;
 - Notions essentielles du Droit privé des affaires;
 - Politiques et Réglementations économiques;

- Droits et Libertés fondamentaux;
- Droit des marchés publics;
- Histoire du Droit au Cameroun;
- *Equity and Trust*;
- Droit international public;
- Droit pénal et Procédure pénale;
- Droit de la famille, etc.

Expérience professionnelle

de août 2017 à ce jour

■ **Attaché au Parquet Général près la Cour d'Appel et le Tribunal Administratif du Littoral**

Etat du Cameroun, Douala

Magistrat du Parquet Général chargé de la:

- Rédaction des correspondances adressées au Ministre de la Justice, Garde des Sceaux;
- Rédaction des correspondances adressées aux différents Procureurs de la République du ressort de la Cour d'Appel du Littoral;
- Rédaction des correspondances adressées au-x Président-s de Cour d'Appel, au-x Président-s de Tribunal Administratif, des Officiers publics et ministériels (Huissiers de Justice, Notaires), et des autres auxiliaires de justice (Avocats, Officiers de Police Judiciaire);
- Rédaction des réquisitions devant la Cour d'Appel du Littoral (en matière civile de droit moderne, civil de droit traditionnel, commerciale, sociale, pénale, de chambre de contrôle de l'instruction, de délinquance juvénile, de l'habeas corpus, de contentieux de l'exécution, d'arbitrage, défenses à exécution provisoire, suspension de l'exécution);
- Rédaction des conclusions devant le Tribunal Administratif du Littoral (en matière foncière et domaniale, fiscale et financière, de fonction publique, électorale municipale et régionale, de contrats administratifs, d'annulation et de questions diverses, de sursis à exécution, de sursis de paiement et de référés administratifs);
- Rédaction des mémoires ampliatifs en matière de pourvoi en cassation contre les Décisions (Ordonnances, Arrêts et Jugements selon les cas) rendues par la Cour d'Appel et le Tribunal Administratif du Littoral, devant la Chambre Judiciaire et la Chambre Administrative de la Cour Suprême;
- Rédaction des réquisitions à l'occasion des audiences de prestation de serment (Avocats, experts judiciaires, du Président du Conseil Régional du Littoral et autres);
- Homologation des jugements rendus par les juridictions traditionnelles;
- Représentation du Procureur Général aux audiences de la Cour d'Appel (en matière civile de droit moderne, civil de droit traditionnel, commerciale, sociale, pénale, de chambre de contrôle de l'instruction, de délinquance juvénile, d'*habeas corpus*, de contentieux de l'exécution, d'arbitrage, défenses à exécution provisoire, suspension de l'exécution) et du Tribunal Administratif du Littoral;
- Participer comme représentant du Ministère Public aux transports judiciaires ordonnés par la Cour d'Appel et le Tribunal Administratif;
- Exécution des ordres de mise en liberté, mandats d'incarcération et transmission au Régisseur de la Prison concerné;
- Signature des mandements de citation (à prévenu, à civilement

- responsable ou à partie civile) et des décisions concernant les détenus à charge de transmission à leurs destinataires habituels;
- Exercice des voies de recours contre les décisions de justice rendues par la Cour d'Appel et le Tribunal Administratif du Littoral;
- Compte-rendu circonstancié des procédures signalées;
- Représentation du Procureur Général aux cérémonies et autres réunions de haut niveau régional ainsi que dans les différentes commissions statutaires auxquelles, sa présence est légalement instituée;
- Contrôle des Parquets d'instance et des Greffes du ressort de la Cour d'Appel du Littoral (notamment le Tribunaux de Première Instance de Nkongsamba et de Mbanga);
- Contrôle des Etudes des officiers publics et ministériels (Huissiers de Justice, Notaires);
- Contrôle des Prisons du ressort de la Cour d'Appel du Littoral (notamment celles de Nkongsamba et de Mbanga);
- Confection trimestrielle des états nominatifs et statistiques des affaires relatives au blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, ainsi que des expéditions de toutes les décisions rendues en ces matières;
- Confection trimestrielle des états statistiques des recettes judiciaires (amendes et dépens);
- Confection trimestrielle des états de suivi des dossiers des dénonciations de l'Agence Nationale d'Investigation Financière;
- Confection trimestrielle des états de suivi des procédures en matière de commissions rogatoires internationales, entraides judiciaires et dénonciations officielles;
- Confection trimestrielle des synthèses des cabinets d'information judiciaire des Tribunaux de Première et de Grande Instance de Yabassi et du Nkam;
- Confection trimestrielle des états nominatifs et statistiques des étrangers détenus dans le ressort de la Cour d'Appel du Littoral;
- Confection mensuelle des procédures concernant les personnes déférées dans les Parquets d'instance du ressort de la Cour d'Appel du Littoral;
- Suivi de certaines procédures impliquant le Bureau du Procureur de la Cour Pénale Internationale;
- Encadrement des stagiaires de la Division de la Magistrature et des Greffes de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (Auditeurs de Justice Administrative, Auditeurs de Justice Judiciaire, Elèves Administrateurs des Greffes, Elèves-Greffiers);
- Suivi au niveau régional des dossiers disciplinaires des Personnels judiciaires (Personnels Magistrats et Personnels non Magistrats);
- Rédaction des rapports lors des réunions de concertation entre le Parquet Général et les Parquets d'instance ainsi que les Officiers de Police Judiciaire;
- Etablissement des procès-verbaux d'audition ou de conciliation des litigants;
- Rédaction des projets de Décisions et de Notes de services du Procureur Général;
- Suivi au niveau régional et coordination des Parquets d'instance dans le cadre des dossiers de coopération judiciaire internationale en matière de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme et infractions sous-jacentes;
- Suivi au niveau régional et coordination des Parquets d'instance dans

- le cadre des dossiers ouverts en matière de blanchiment des capitaux, du financement du terrorisme et des infractions sous-jacentes;
- Seconde lecture des états des procédures en défèrement et des procès-verbaux d'enquête préliminaire y afférent, transmises aux différents Procureurs de la République par les Officiers de Police Judiciaire.

de juil. 2016 à sept. 2016

■ **Auditeur de Justice Administrative (Cour Suprême du Cameroun -
Chambre Administrative)**

Etat du Cameroun, Yaoundé

Auditeur de Justice chargé de:

- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées au Ministre de la Justice, Garde des Sceaux;
- Rédiger les avant-projets des correspondances adressées aux autres Administrations;
- Rédiger les avant-projets de conclusions du Procureur Général devant la Chambre Administrative de la Cour Suprême;
- Rédiger les projets d'ordonnances du Président de la Chambre Administrative de la Cour Suprême en matière de sursis à exécution, de sursis de paiement et de référés administratifs;
- Rédiger les projets d'Arrêts à rendre par la Chambre Administrative de la Cour Suprême;
- Rédiger les projets de rapports des Conseillers rapporteurs de la Chambre Administrative de la Cour Suprême.

de févr. 2016 à juil. 2016

■ **Auditeur de Justice Administrative (Tribunal Administratif et Parquet
Général près la Cour d'Appel du Littoral)**

Etat du Cameroun, Douala

Auditeur de Justice chargé de:

- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées au Ministre de la Justice, Garde des Sceaux;
- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées aux Procureurs de la République;
- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées aux Avocats, Huissiers de Justice, Notaires, Greffiers et Officiers de Police Judiciaire;
- Rédiger les avant-projets des correspondances adressées aux autres Administrations;
- Rédiger les avant-projets de réquisitions et de conclusions du Procureur Général respectivement devant la Cour d'Appel et le Tribunal Administratif;
- Rédiger les projets d'ordonnances du Président du Tribunal Administratif en matière de sursis à exécution, de sursis de paiement et de référés administratifs;
- Rédiger les projets de jugements à rendre par le Tribunal Administratif;
- Rédiger les projets de rapports des Juges rapporteurs du Tribunal Administratif;
- Assister aux contrôles des prisons;
- Participer à la confection des pièces périodiques judiciaires;
- Participer aux transports judiciaires.

de sept. 2015 à févr. 2016

■ **Auditeur de Justice Administrative (Tribunal Administratif et Parquet
Général près la Cour d'Appel du Nord-Ouest)**

Etat du Cameroun, Bamenda

Auditeur de Justice chargé de:

- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées au Ministre

- de la Justice, Garde des Sceaux;
- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées aux Procureurs de la République;
- Rédiger les avant-projets de correspondances adressées aux Avocats, Huissiers de Justice, Notaires, Greffiers et Officiers de Police Judiciaire;
- Rédiger les avant-projets des correspondances adressées aux autres Administrations;
- Rédiger les avant-projets de réquisitions et de conclusions du Procureur Général respectivement devant la Cour d'Appel et le Tribunal Administratif;
- Rédiger les projets d'ordonnances du Président du Tribunal Administratif en matière de sursis à exécution, de sursis de paiement et de référés administratifs;
- Rédiger les projets de jugements à rendre par le Tribunal Administratif;
- Rédiger les projets de rapports des Juges rapporteurs du Tribunal Administratif;
- Assister aux contrôles des prisons;
- Participer à la confection des pièces périodiques judiciaires;
- Participer aux transports judiciaires.

de 2021 à ce jour

■ **Enseignant vacataire de Droit du Travail et Gestion des Ressources Humaines**

Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Douala, Douala

Aux Etudiants de Master 1, parcours professionnel, spécialité: Mécatronique et Gestion Technique des Équipements de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Douala, il s'agissait de:

- dispenser l'enseignement théorique de Droit du Travail et Gestion des Ressources Humaines;
- familiariser les apprenants au langage juridique et à celui des ressources humaines;
- concevoir des cas pratiques de mise en situation de travail soit comme comme travailleur, soit comme manager;
- la promotion et protection des droits du travailleur, et des obligations de l'employeur;
- sensibiliser aux Normes Internationales du Travail adoptées par l'Organisation Internationale du Travail;
- évaluer des apprenants en session normale et en session de rattrapage.

2022

■ **Enseignant vacataire de Contentieux CEMAC à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques**

Université de Douala, Douala

Avec les Etudiants de Master 1, parcours professionnel, spécialité: Droits et Contentieux Publics et Privés, de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Douala, il s'agissait de:

- dispenser l'enseignement théorique du Contentieux CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale);
- familiariser les apprenants à l'organisation de la Cour de Justice CEMAC, la procédure communautaire contentieuse et les recours ouverts devant la Cour de Justice CEMAC ainsi que les rapports entre la Cour de Justice et les juridictions nationales;
- concevoir des cas pratiques en matière de contentieux communautaire;
- évaluer des apprenants en session normale et en session de rattrapage.

de 2019 à 2022

■ **Enseignant-associé de Droit de l'environnement à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines**

Université de Douala, Douala

Aux Etudiants de Master 1, parcours professionnel, spécialité: Environnement et Développement Durable de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, il s'agissait de:

- dispenser l'enseignement théorique de Droit de l'environnement avec ses variantes nationale et internationale (définitions et objectifs du Droit de l'environnement, principes fondamentaux du Droit de l'environnement, cadre normatif, institutionnel et matériel du Droit de l'environnement, les obstacles au Droit de l'environnement, le règlement amiable des litiges liés à l'environnement au Cameroun, le Juge de l'environnement);
- concevoir des cas pratiques d'identification des menaces à l'environnement ainsi que de mise en œuvre de mesures de protection juridictionnelle et non juridictionnelle de l'environnement;
- Evaluation des apprenants en session normale et en session de rattrapage.

2019

■ **Enseignant vacataire de Justice CEMAC**

Institut Supérieur de l'Entreprise et du Management & International Braingstorming and Consulting Group, Douala

Avec les Etudiants de Licence 3, parcours professionnel, spécialité: Droit des affaires, il s'agissait de (d'):

- dispenser l'enseignement théorique de Justice CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale);
- familiariser les apprenants au système juridictionnel institué au sein de la Communauté;
- concevoir des cas pratiques en matière de justice communautaire;
- évaluer des apprenants en session normale et en session de rattrapage.

sept. 2024

■ **Arbitre agréé**

Cour d'Arbitrage des Comores (CACOM), Moroni

Mener des arbitrages organisé par la CACOM.

de janv. 2025 à janv. 2028

■ **Reviewer of International Journal of Law and Society**

Science Publishing Group, New York, USA

- Assess the scientific quality of the manuscript with their expert knowledge.
- Prepare comprehensive and detailed review reports, and remain responsive throughout the peer review process.
- Uphold the highest standards of professionalism and ethics, avoiding personal, financial, or intellectual biases, focusing solely on the research quality and written presentation of the manuscript.
- Preserve confidentiality throughout the review process, not disclosing or using any unpublished information or communicating the manuscript content without prior consent from SciencePG.
- Refrain from contacting the authors directly without SciencePG's permission.
- Suggest citations of the reviewer's work only when they contribute to the manuscript's academic or technological relevance, not merely to increase citation count or enhance the visibility of the reviewer's work.
- Reviewers are asked to maintain their affiliation updated on their reviewer account to allow editors to identify potential conflicts of interest promptly.

J'accepte que mes données personnelles soient traitées dans le cadre du processus de recrutement pour l'emploi auquel je postule.

Compétences

- Complete the review process by providing the review reports within 7-10 days. If unable to adhere to this timeline or an extension is needed, please promptly communicate with the editorial team.

Aptitudes à communiquer



Compétences en informatique



Aptitudes en relations humaines



Compétences en matière de leadership



Sens de l'organisation



Compétences en gestion du temps



Capacité à travailler en équipe



Aptitudes à la résolution de problèmes



Créativité



Capacité à mener plusieurs tâches de front



Empathie



Motivation personnelle



Positivité




Confidentialité des données



Éthique du travail



Dévouement à l'excellence



Aptitudes de recherche



Certificats

févr. 2025

Alternatives to Detention in the Context of Migration - UNHCR/IOM

- Identify the key legal principles and norms surrounding immigration detention and ATDs as established by international law.
- Describe the importance and benefits of using ATDs, instead of detention, in the context of migration.
- Explain what ATDs are according to IOM's definition and approach.
- Discuss the importance of advocacy for ATDs.
- Explain how to conduct advocacy activities.

févr. 2025

Rights at Borders in the context of Migration - UNHCR/IOM

- Describe the norms regulating States' sovereignty with regards to entry into and exit from the territory of the State.
- Identify the rights of migrants at international borders.
- Explain the obligations of States towards migrants at the border, including the principle of non-refoulement, the prohibition of collective expulsions, the best interests of the child and the principle of family unity.
- Outline the procedural safeguards and guarantees that apply in the context of expulsions.

févr. 2025

The Protection of Migrants and Refugees Moving by Sea - UNHCR/IOM

- Demonstrate an enhanced understanding of the protection of refugees and migrants moving by sea, and the role that the various relevant stakeholders, including governments, international

J'accepte que mes données personnelles soient traitées dans le cadre du processus de recrutement pour l'emploi auquel je postule.

organisations, NGOs, communities, and the private sector play in the context of sea operations.

- Identify the instruments, norms and principles of international law and the duties that States have thereof, which are applicable to protecting the rights of persons on the move by sea, as well as to search and rescue (SAR), disembarkation at a place of safety, and post-disembarkation operations in the context of irregular maritime movements of persons on the move.
- Use the international legal framework to enhance the protection of refugees and migrants involved in irregular maritime movements and foster their access to urgent relief, assistance, protection and solutions.
- Apply the relevant normative frameworks to concrete situations of persons in distress at sea to identify specific needs, conduct advocacy responding to the risks, embedding a rights-based approach, including age-gender and diversity perspectives.

nov. 2024

■ **Attestation de réussite - Penser d'une idée de projet à un cadre**

logique: outils et démarches

- comprendre comment analyser la problématique de développement avant de penser à un projet: analyser le contexte du projet et identifier les parties prenantes, expliciter l'enchaînement des problèmes constatés;
- découvrir une approche qui pousse à réfléchir avant d'agir;
- savoir construire une ambition commune de changement se traduisant en objectifs clairs et hiérarchisés;
- expliciter la stratégie du projet et sa logique d'intervention;
- savoir identifier les facteurs de risque, les classer selon les conséquences sur le projet, chercher à les prévenir;
- savoir proposer des indicateurs de suivi SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Pertinent et Défini temporellement) qui permettent de vérifier que le projet atteint bien ses objectifs;

nov. 2024

■ **Attestation de réussite - Les compétences du 21e siècle pour penser un projet de développement**

- comprendre en quoi la complexité et l'imprévisibilité de notre monde nous invite à questionner nos modes de faire et nos modes de pensée, en particulier dans les projets de développement;
- comprendre ce que sont les quatre compétences (compétence, créativité, intelligence collective et esprit critique) du 21e siècle pour penser un projet et l'intérêt pour un porteur (euse) de projet de les développer;
- mettre en relief l'intérêt de l'intelligence collective et de la créativité pour construire un projet de développement, identifier et adopter les postures qui les favorisent;
- améliorer la capacité de communication relationnelle et d'esprit critique dans son milieu professionnel, et être capable d'identifier des actions, outils ou postures pour aller dans ce sens.

nov. 2024

■ **Certificate of completion - Gender: Climate Justice and Gender Justice**

- how climate justice and gender justice are linked
- what is needed to implement gender-transformative and gender-responsive interventions

nov. 2024

■ **Certificate of completion - Gender: the Basics**

- the main gender definitions, concepts (sex, gender, gender inequality, gender equality) and frameworks;

- why gender matters (the importance of Gender Equality Approach, Gender Mainstreaming/Integration, Gender Transformative Approaches).

nov. 2024

■ **certificate of completion - Introduction to climate change: responding to the climate crisis**

- the difference between mitigation and adaptation;
- examples of what adaptation and mitigation activities entail;
- about the history and role of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) and COP (Conference of Parties);
- the importance of current climate date.

nov. 2024

■ **Certificat de réussite - Introduction aux changements climatiques: mieux comprendre la crise climatique**

- les effets des changements climatiques et des gaz à effet de serre;
- les effets actuels et futurs des changements climatiques, et la façon dont les changements climatiques menacent la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD);
- les raisons de s'engager contre les changements climatiques et le concept de justice climatique;
- la différence entre atténuation et adaptation aux changements climatiques;
- les liens entre changements climatiques et genre.

nov. 2024

■ **Certificat de réussite en Droit des ressources minières et pétrolières**

A l'issue de cette formation, le récipiendaire :

- dispose d'un niveau d'expertise sur des domaines relatifs à la compréhension des régimes contractuels pour encadrer les activités minières en Afrique;
- analyse des lois de protection des ressources minières face aux exploitants étrangers;
- dispose d'une compréhension des différents systèmes de taxation et de régulation appliqués aux ressources minières;
- maîtrise les bases relatives aux mécanismes de règlement des conflits et à l'arbitrage minier en Afrique.

mai 2022

■ **Course certificate on Legal Tech and the Digital Transformation on Law**

- Administration de la justice.
- Contexte technologique et réglementaire de la transformation numérique du Droit.
- Prototypes de logiciels juridiques.
- Blockchain et intelligence artificielle.

juil. 2021

■ **Diplôme en Management International**

- Définition du commerce international.
- Théories de l'avantage comparatif, l'avantage absolu et de l'avantage endogène.
- Avantages et inconvénients du commerce international.
- Restrictions commerciales – protectionnisme.
- L'intégration économique.
- Causes et conséquences du Brexit.
- Signification fondamentale du marketing international.
- Que le marketing international consiste à trouver le juste équilibre entre la maximisation des similitudes entre les cultures.
- Comment trouver des sources d'approvisionnement ou développer d'autres industries au pays ou à l'étranger par le biais de l'innovation

- intersectorielle?
 - Distinguer les dimensions majeures qui définissent les différences culturelles entre les sociétés ou les groupes.
 - Reconnaître les différences de valeurs critiques qui affectent fréquemment les comportements au travail.
 - Etre capable de développer un « profil culturel » de travail typique de nombreuses personnes de différentes cultures.

- mars 2021** ■ **Course certificate on internet Giants: The Law and Economics of Media Platforms**
 - Droit de la propriété intellectuelle.
 - Droit de la concurrence.
 - Economie (Marché).

- févr. 2021** ■ **Course certificate on international Water Law**
 - Décrire les enjeux liés à la régulation des eaux douces transfrontalières.
 - Expliquer comment les réglementations transfrontalières sur l'eau douce ont évolué.
 - Rappeler et interpréter les principes clés régissant la régulation des ressources en eau.
 - Comprendre le rôle des mécanismes de règlement des différends transfrontaliers relatifs à l'eau douce dans le développement du Droit international sur l'eau douce (ou comprendre le rôle des Cours et Tribunaux internationaux dans la résolution des conflits).

- juin 2017** ■ **Certificat de formation des formateurs**

Organisé par la coopération Cameroun - Italie entre le Ministère de la Justice (Cameroun) et le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (Italie) avec comme partenaire technique, la *Scuola Superiore Sant'Anna de Pisa* (Italie).

- févr. 2017** ■ **Certificat de formation des Magistrats en Droits de l'homme**

Organisé par la coopération Cameroun - Italie entre le Ministère de la Justice (Cameroun) et le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (Italie) avec comme partenaire technique, la *Scuola Superiore Sant'Anna de Pisa* (Italie).

- nov. 2016** ■ **Formation en Droit international humanitaire**

Organisée par le **Comité International de la Croix-Rouge** (CICR) à Yaoundé (Cameroun)

 - Etude théorique des principales questions relatives au Droit international humanitaire, notamment: politique générale du CICR en matière de diffusion.
 - Histoire et nature du Droit international humanitaire.
 - Droit humanitaire et coutumes africaines.
 - Droit humanitaire et Islam.
 - Droit humanitaire et Droits de l'homme.
 - Droit de La Haye - Agence centrale de recherches.
 - Réaffirmation et développement des Conventions de Genève de 1949.
 - Procédures juridiques d'application du Droit international humanitaire.
 - Les Nations Unies et l'application du Droit humanitaire - Action du CICR en faveur des prisonniers politiques.
 - Examen des moyens pratiques de diffusion du Droit international humanitaire, notamment: rôle des Sociétés nationales dans le domaine de la diffusion

- Examen critique du matériel de diffusion produit par le CICR.

juil. 2004

■ Attestation de fin de formation - ICES

Organisée par l'**International Computers and Electronics Systems (ICES)**

- Maîtrise de WINDOWS 2000/XP.
- Maîtrise de Word 2000/2002.
- Maîtrise de Excel 2000/XP.

juil. 2001

■ Attestation de fin de formation - IAI

Organisée par l'**Institut Africain d'Informatique (IAI) Cameroun**

- Maîtrise du traitement des textes Word
- Maîtrise du classeur Excel
- Internet

Travaux et Activités scientifiques

- « **Le défaut de publication de la liste électorale nationale par le Directeur Général des Élections. Sommes-nous face à un cas d'injusticiabilité au Cameroun?** », *Revue Droit et Politique en Afrique*, 25 janvier 2025, 13 pages, <https://droit-et-politique-en-afrique.info/le-defaut-de-publication-de-la-liste-electorale-nationale-par-le-directeur-general-des-elections-sommes-nous-face-a-un-cas-dinjusticiabilite-au-cameroun>.
- « **L'état du renvoi préjudiciel dans les ordres juridiques de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).** » in SALL (Alioune) (dir.), *L'état du Droit communautaire en Afrique. Actes du colloque de la Société Africaine de Droit Communautaire*, Dakar, L'Harmattan Sénégal, décembre 2024, pp. 281-323.
- « **La régulation des compétences juridictionnelles dans la CEMAC: lecture synoptique du Jugement n° 416/QD/2021 du 23 décembre 2021 rendu par le Tribunal Administratif du Littoral dans l'affaire AYINDA Germain contre Organe de Gestion de la Carte Rose CEMAC.** », *Uniform Law Review*, volume 29, n° 3, août 2024, pages 487-501, <https://doi.org/10.1093/ulr/unae038>
- **La juridictionnalisation du Droit communautaire en Afrique centrale et orientale : cas de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)**, Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2, 28 février 2024, 716 pages.
- « **La zone de libre-échange continentale africaine et les communautés économiques régionales : un oxymore !** », in AGBODJAN PRINCE (Hervé) et JOSSÈ (Léon) (dir.), *La ZLECAf : renforcer les capacités et partager les connaissances pour un développement économique inclusif et durable*, Montréal, Les Éditions JFD Inc, 26 septembre 2024, 174p. spéc. pp. 43-44, [https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/Rapport - OFE - ZLECAf.pdf](https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/Rapport_-_OFE_-_ZLECAf.pdf), consulté le 18 novembre 2024. Communication délivrée lors du Colloque international « , organisé les 9 et 10 novembre 2023 à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) par l'Observatoire de la Francophonie Économique (OFÉ) et la Chaire en gouvernance et droit du commerce international (CGDCI) de l'Université de Montréal (Québec, Canada) en collaboration avec l'Université d'Abomey-Calavi (Cotonou, Bénin).
- « **L'accès au juge communautaire et le numérique : cas de l'Afrique centrale (CEMAC) et de l'Afrique orientale (CAE)** », in HASSAN (Adam Abdou) et NORODOM (Anne-Thida) (dir.), *Droit du numérique en*

Afrique - Enjeux internationaux, Bruxelles, Bruylant, coll. Droit uniforme africain, septembre 2023, 494p., spéc. pp. 119-137.

- **Panelist in the topic: « La transformation numérique de la justice camerounaise : la qualité de la justice en débat »**, in the international symposium for the celebration of the 10th edition of the World Media and Information Literacy Week which was held on 29 & 30 October 2021 on the topic: "Communication, social media and challenges of new uses: Contribution of media education in Africa", Cameroon Association of Media Education (EDUK-MEDIA) and UNESCO.
- **Droit international et droit communautaire : étude à partir des ordres juridiques CEMAC et CEDEAO**, Editions Universitaires Européennes, Saarbrücken, décembre 2016, 200 pages.
- **Qui êtes-vous ? Quelques clés de compréhension de l'actualité sur l'identité juridique de la personne physique au Cameroun**, <https://www.village-justice.com/articles/qui-etes-vous-quelques-cles-comprehension-actualite-sur-identite-juridique,49294.html>, consulté le 04 juillet 2024.
- **Etranger chez soi? La réponse judiciaire à la camerounaise**, <https://www.village-justice.com/articles/etranger-chez-soi-application-judiciaire-des-dispositions-article-loi-043,44481.html>, consulté le 04 juillet 2024.
- **L'application inconstitutionnelle de la procédure civile au Cameroun**, <https://www.village-justice.com/articles/application-inconstitutionnelle-procedure-civile-cameroun,44940.html>, consulté le 04 juillet 2024.

Activités extra-scolaires

de août 2022 à ce jour

Président Fondateur

Société Africaine de Droit Communautaire (SADC), Douala

Il est chargé de:

- convoquer les sessions des Assemblées Générales ;
 - représenter l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet ;
 - déléguer certaines de ses attributions à d'autres membres du Bureau Exécutif ;
 - d'ester en justice au nom de l'association sur autorisation du Collège des membres fondateurs ; et
 - surveiller la gestion des membres du Bureau Exécutif et reçoit leurs compte-rendu;
 - nouer des partenariats de nature diverse avec d'autres associations;
- organiser des manifestations scientifiques;
- assurer le respect des objectifs de l'Association que sont:

la promotion du Droit communautaire secrété par les Communautés existantes au sein des cinq (5) ensembles sous-régionaux africains, le développement des activités de vulgarisation, de formation, d'accompagnement, d'animation à caractère académique, scientifique, culturel, social, conseil et contentieux, la promotion de l'enseignement du Droit communautaire et le développement économique en Afrique, la promotion de la connaissance des Communautés régionales existantes en Afrique, la promotion de la bonne gouvernance et de la justice sociale, la promotion de la démocratie, du civisme et de l'esprit communautaire régional, la promotion de la défense de l'État de droit et des droits fondamentaux de la personne humaine, la promotion de la mise en place des partenariats avec des associations poursuivant les mêmes objectifs

J'accepte que mes données personnelles soient traitées dans le cadre du processus de recrutement pour l'emploi auquel je postule.

- tant sur le plan national que sur le plan international, l'information sur l'actualité du droit communautaire notamment sur les politiques et activités des Institutions et Organes des différentes Communautés, la création d'un réseau d'associations en vue de la mise sur pied d'une fédération de promotion du droit communautaire africain et la fourniture d'une expertise en matière communautaire.

Contacts de la Société Africaine de Droit Communautaire:

Courriel: sadc.ascl@gmail.com

Compte *Linkedin*: www.linkedin.com/in/sadc-ascl-african-society-of-community-law-3615ab246

Compte *YouTube*: [@sadc-ascl](https://www.youtube.com/@sadc-ascl)

Page *Facebook*: [SADC-ASCL](https://www.facebook.com/SADC-ASCL)

Tél: (+237) 658.61.61.61 / 653.00.00.53

de 2020 à ce jour

- **Directeur des Affaires Juridiques**
Association camerounaise "un Enfant-un Parrain", Yaoundé

Il est chargé de (d'):

- toutes les questions relatives à l'assistance juridique de l'Association;
- représenter l'Association en matière contentieuse;
- assister, en tant que conseil, le Président de l'Association devant les institutions de la République du Cameroun, notamment en justice et en cas d'arbitrage;
- assurer l'interprétation authentique des textes de l'Association.

déc. 2024

- **Membre**
Pôle Arbitrage de la Section Jeunes Chercheurs de l'Académie Africaine de la Pratique du Droit International, Paris

Autres activités

Président du Jury du concours national **LES INDOMPTABLES DE L'OHADA DU CAMEROUN**, organisé par Les Clubs OHADA du Cameroun (du 15 au 17 juin 2023), en prélude à la participation du CAMEROUN à la 14e édition du Concours International Génies en Herbe OHADA (CIGHO_14) en République Démocratique du Congo en septembre 2023.

Membre du Jury des épreuves orales du concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) Cameroun, session 2021.

Centres d'intérêt

- Lecture
- Tennis
- Ecriture et Rédaction
- Voyages
- Conférences et Colloques
- Activités humanitaires

Récompenses

- Février 2015 : 2e Prix du Concours National de Plaidoiries en Droit international humanitaire.
- 15 décembre 2016 : Prix du Meilleur Avocat à l'occasion de la finale de la 2e édition du Baroud d'éloquence judiciaire, ENAM – Yaoundé.
- Mai 2017 : 1er Prix du Concours National de Plaidoiries en Droit international humanitaire.

Langues

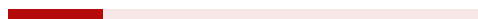
Français



Anglais



Espagnol



Russe



Références

Références disponibles sur demande.

Bondy